Subscribe | Past Issues | Tra

View email in your browser

LA CROIX

Appel Économie solidaire et quartiers populaires

paru dans La Croix le 19 décembre 2017

https://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/Economie-solidaire-quartiers-populaires-2017-12-19-1200900660

Depuis 40 ans, les politiques de développement économique mises en place dans le cadre de la politique de la ville échouent à résoudre le chômage endémique et les processus de marginalisation sociale qui en découlent dans les quartiers populaires. Il faut y voir les limites de politiques qui restent sectorisées et ne s'appuient pas ou peu sur les potentialités et sur les dynamiques locales.

L'économie sociale et solidaire, qui est de plus en plus convoquée par les pouvoirs publics en tant qu'approche innovante des rapports entre économie et société, permet d'ouvrir de nouvelles perspectives. Encore faut-il ne pas la considérer comme une recette miracle et ne pas entretenir les ambiguïtés dont certaines de ses acceptions sont porteuses.

Pour nous, il est clair que l'ESS n'est pas un sous-secteur public qui avaliserait la dégradation des conditions de vie par le recul des grandes institutions républicaines et leur remplacement par des prestations précarisées. L'ESS que nous voulons relève du droit commun et non d'une exceptionnalité pour les banlieues. L'ESS que nous construisons ressort de la solidarité démocratique.

À l'issue du 1er Forum national « Économie Solidaire et Quartiers Populaires », organisé le 25 novembre dernier à Villeneuve-la-Garenne, nous avons souhaité lancer cet appel qui s'appuie sur un constat et sur une méthode.

Le constat

Il existe déjà des formes d'économie populaire et des tentatives d'économie solidaire dans les quartiers.

Trop souvent occultées, elles ont été invisibilisées par un récit productiviste qui a assimilé l'économie contemporaine au seul capitalisme marchand. En lien avec cette conception, s'est installée l'idée selon laquelle la participation des habitants en matière de politique de la ville n'aurait pas d'efficience.

Le retour d'expériences sur plusieurs décennies montre que le principal manque tient à l'absence de confiance institutionnelle envers les initiatives des habitants. Sans cesse renvoyées à leurs insuffisances, elles n'ont jamais fait l'objet d'une politique de soutien appropriée et à la hauteur des enjeux.

Malgré ce mépris et l'épuisement de leurs porteurs, de multiples initiatives témoignent encore de leur persistance et de leur foisonnement. Or la diminution des inégalités et la transformation sociale ne peuvent être conquises qu'en mettant au cœur du processus les citoyens directement concernés.

La méthode

Pour avancer, il convient donc de partir des connaissances réunies à la fois par les habitants, par les acteurs de terrain et par les chercheurs, travaillant en dialogue constant avec la société civile ; de soutenir leurs initiatives, de consolider leurs mobilisations. Les formes d'économie populaire et les autres expériences déjà en œuvre sont les germes de l'économie solidaire de demain.

On le voit dans d'autres pays, sur d'autres continents, en particulier en Amérique du Sud, les programmes développés nous montrent que l'économie populaire peut devenir une économie solidaire de droit commun transformant une tactique de résistance en une stratégie favorisant le bien vivre dans les quartiers, si celle-ci bénéficie d'un véritable appui à l'investissement immatériel et matériel.

Propositions

Cette démarche inédite doit se traduire par des innovations institutionnelles.

Plusieurs propositions structurantes peuvent d'ores et déjà être évoquées et méritent d'être approfondies comme les preuves d'un dialogue régénéré entre habitants des quartiers et institutions publiques.

L'élargissement des expérimentations des « tables de quartiers » qui permettent de faire émerger des idées et des suggestions de celles et ceux qui possèdent une expertise de vie et d'usage, indispensable pour concevoir des actions pertinentes.

La création, sous forme de prototypes, d'incubateurs solidaires destinés à mettre en place sur plusieurs territoires de nouvelles modalités d'accompagnement pour les initiatives en mutualisant des ressources de façon transversale ou par secteurs d'activités, comme des compétences venues de l'Université et de la recherche.

La mise en place d'un fonds pour les initiatives citoyennes doté d'au moins 5 % du montant total du budget consacré annuellement au fonctionnement de la démocratie représentative nationale.

Pour une dynamique d'économie solidaire dans les quartiers populaires, il est donc urgent de ré-intriquer mouvement social et activité économique, pratiques citoyennes et recherches scientifiques.

Signataires: Pour la coordination nationale Pas sans Nous : **Mohamed Mechmache**, président fondateur ; **Nicky Tremblay** et **Fatima Mostefaoui**, co-présidentes ; **Claude Sicart**, président du Pole.S ; Pour le Mouvement pour l'Économie Solidaire, **Patricia Coler**, co-présidente ; **Marie-Hélène Bacqué**, professeure d'études urbaines, université Paris Ouest Nanterre ; **Jean-Louis Laville**, titulaire de la chaire Économie solidaire au CNAM, chercheur associé au Collège d'études mondiales.

Follow on Twitter | Friend on Facebook | Forward to a Friend

Copyright © 2017 LePoleS, All rights reserved.

MailChimp

unsubscribe from this list | update subscription preferences